

Michèle de VAUCOULEURS*Députée des Yvelines***Vice-présidents****André CHASSAIGNE***Député du Puy-de-Dôme***Yannick FAVENNEC***Député de la Mayenne***Philippe GOSSELIN***Député de la Manche***Hervé SAULIGNAC***Député de l'Ardèche***Membres****Sophie AUCONIE***Députée d'Indre-et-Loire***Pierre-Yves BOURNAZEL***Député de Paris 18^e***Jean-Michel CLEMENT***Député de la Vienne***Yves DANIEL***Député de la Loire-Atlantique***Vincent DESCOEUR***Député du Cantal***Éric DIARD***Député des Bouches-du-Rhône***Jean-Paul DUFREGNE***Député de l'Allier***Jacques KRABAL***Député de l'Aisne***Sonia KRIMI***Députée de la Manche***Constance LE GRIP***Députée des Hauts-de-Seine***Olivier MARLEIX***Député d'Eure-et-Loir***Bertrand PANCHER***Député de la Meuse***Bérengère POLETTI***Députée des Ardennes***François PUPPONI***Député du Val d'Oise***Frédéric REISS***Député du Bas-Rhin***Hubert WULFRANC***Député de la Seine-Maritime***Comité parlementaire pour un Iran démocratique****Communiqué du CPID****Paris, le 2 décembre 2019**

Le Comité Parlementaire pour un Iran Démocratique condamne la répression sanglante du régime contre les manifestations en Iran. La répression massive des manifestants qui se déroule à travers le pays a débutée suite à la décision du gouvernement d'augmenter le prix de l'essence le 15 novembre dernier.

Nous condamnons également la décision des autorités iraniennes d'avoir coupé complètement tout accès à Internet pendant plus d'une semaine, isolant le pays entier du monde extérieur et ouvrant ainsi la voie à ses organes de sécurité et au Corps des gardiens de la révolution islamique (Pasdarans) pour réprimer brutalement les manifestations pacifiques.

Malgré la censure, des informations crédibles ont rapporté des manifestations dans plus de 180 villes du pays au cours d'une semaine et font état de plus de 450 manifestants tués par les organes de sécurité, tandis que plus de 10 000 ont été arrêtés et 4 000 blessés. Nous sommes alarmés par le fait que les manifestants arrêtés sont menacés de pendaisons de la part des médias officiels, de hauts responsables du régime et du pouvoir judiciaire.

Le CPID exprime ses plus sincères condoléances aux familles des victimes et soutien le peuple iranien opprimé qui revendique des droits élémentaires et appel au respect des libertés fondamentales et à la démocratie.

La participation active des femmes iraniennes à ces soulèvements est remarquable et reflète une réaction légitime face à un pouvoir qui se manifeste par une misogynie flagrante, et aux côtés des revendications économiques on entend l'expression de l'attente d'un changement de régime.

Le CPID prend acte des nombreuses déclarations publiques de hauts responsables du régime, y compris de Guide suprême et ses représentants, reconnaissant et décrivant le rôle du principal groupe d'opposition iranien, l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), et son réseau à l'intérieur du pays dans l'organisation des manifestations en cours contre le régime.

La communauté internationale ne peut pas rester silencieuse face à cette répression généralisée. Les Nations Unies ont alerté les autorités iraniennes quant à l'utilisation d'armes de guerres dans la répression des manifestations. Le CPID appelle le gouvernement français et l'UE de condamner fermement ce bain de sang et à soutenir le peuple iranien.

Le gouvernement iranien doit être placé devant ses responsabilités.

Nous soutenons également l'appel lancé par Mme Maryam Rajavi, Présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), aux Nations Unies, afin qu'elles "envoient immédiatement une mission d'enquête en Iran afin d'évaluer le nombre et la situation des personnes tuées, blessées et emprisonnées".

Nous exhortons nos collègues parlementaires à s'opposer à l'impunité des responsables de cette répression aveugle et sanglante et à se mobiliser pour dénoncer la dictature qui ne cesse de se durcir au fur et à mesure que le pouvoir théocratique devient de plus en plus chancelant face aux aspirations démocratiques du pays.